

## L'accord de commerce entre les pays andins et les États-Unis : Faites vos jeux, rien ne va plus ?

Jean-Paul Calero\*

Le projet d'accord de commerce entre les États-Unis d'Amérique (EUA) et les pays membres de la Communauté andine à l'exception du Venezuela devait n'être qu'une formalité. Mais avec la montée de la gauche en Amérique latine et la victoire des démocrates au Congrès en novembre 2006, la stratégie commerciale de l'administration Bush pour les Amériques semble connaître une pause. La question du rapprochement commercial avec Washington a créé une crise profonde au sein de la Communauté andine des nations (CAN). Il semble désormais que rien n'est joué. On assiste plutôt un alignement régional de plus en plus en défaveur de ce projet, qui est devenu très politisé.

### L'importance actuelle des pays andins dans la stratégie commerciale des EUA.

Afin d'isoler le leadership des pays membres du Marché Commun du Sud (MERCOSUR<sup>1</sup>) et du Venezuela, qui vise, entre autres choses, à ralentir la concrétisation de la Zone de libre-échange

des Amériques (ZLEA) au profit de l'établissement d'un ensemble commercial sud-américain, dès 2002 Washington a privilégié une approche bilatérale dans les négociations hémisphériques. Le premier pas de cette direction fut la signature, en 2003, d'un accord de libre-échange avec le Chili, suivi en 2004, d'un accord de libre-échange avec les pays centre américains (*Central America Free Trade Agreement*, ou CAFTA). L'étape de cette stratégie devait être la signature d'un accord de libre-échange avec les pays andins (*Andean FTA*) à l'exception du Venezuela et de la Bolivie, qui n'en conserverait pas moins le statut d'observateur durant les négociations. Pour l'instant, seuls le Pérou et la Colombie ont signé un tel accord, respectivement le 22 août et le 27 novembre 2006, tandis que l'Équateur s'est retiré des négociations. La Bolivie qui, jusqu'à présent, n'avait tenu qu'un rôle d'observateur, considère que les accords de libre-échange bilatéraux avec les EUA affaiblissent la CAN comme le soulignait un haut responsable bolivien en décembre 2006<sup>2</sup>. Le Venezuela a été officiellement écarté du processus de

\*M.A. en Science politique à l'UQAM et adjoint de recherche au Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC).

<sup>1</sup> Premier ensemble commercial en Amérique latine regroupant le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela.

<sup>2</sup> Entretien avec Pablo Solón, ambassadeur plénipotentiaire bolivien, *Bolivie : une autre politique commerciale*, 14/12/2006 Disponible sur le site de [bilaterals.org](http://bilaterals.org) au [http://risal.collectifs.net/article.php?id\\_article=1983&var\\_recherche=bolivie](http://risal.collectifs.net/article.php?id_article=1983&var_recherche=bolivie)

négoce sous prétexte qu'il n'avait pas souscrit à l'Accord préférentiel andin pour l'éradication de la drogue (*Andean Trade Preferential Drug Eradication Act* ou ATPDEA).<sup>3</sup>

L'importance de la région andine pour Washington ne se limite pourtant à l'approfondissement de l'ouverture des marchés latino-américains aux produits de la superpuissance<sup>4</sup>. Selon plusieurs analystes, il est important d'y ajouter deux thèmes majeurs<sup>5</sup>. D'abord, l'importance géopolitique de garder l'accès pour les multinationales des EUA à des ressources énergétiques (pétrole, gaz naturel) et minières dont le prix mondial est en forte progression à cause de la croissance de la demande asiatique. Ensuite, il y a les questions récurrentes de sécurité allant de la «guerre contre la drogue» commune à toute la région (Équateur, Bolivie, Pérou et, plus récemment, le Venezuela comme plaque de transit du trafic) à une situation de guerre interne dans le cas de la Colombie qui implique des groupes armés non étatiques qui profitent aussi du trafic de la drogue : les guérillas marxistes des Forces armées révolutionnaires de la Colombie -FARC- et l'Armée de libération nationale -ELN- opposées aux divers groupes paramilitaires d'autodéfense dont les Autodéfenses unies de la Colombie -AUC-. À ces facteurs, il convient d'ajouter l'élection d'un Congrès à majorité démocrate aux EUA qui risque de ralentir la ratification des accords commerciaux déjà signés avec le Pérou et la Colombie.

<sup>3</sup> Palacio, Jorge Reinel. 2005. «La estrategia Uribe de negociación del TLC», *Colombia Internacional*, no 61 (Janvier-Juin), p.14.

<sup>4</sup> Deblock, Christian et Gérald Cadet. 2001. «La politique commerciale des États-Unis et le régionalisme dans les Amériques». *Études Internationales*, Vol.32, no 4. p.653-692.

<sup>5</sup> Bonilla, Adrián et Alexei Páez. 2006. «Estados Unidos y la región andina: distancia y diversidad», *Nueva Sociedad*, no 206 (Novembre-Décembre), p.126-139. Lire aussi : Ruiz-Caro, Ariela. 2006. *Los recursos naturales en los tratados de libre comercio con Estados Unidos*, Serie Recursos naturales infraestructura no 92, CEPAL, 92 p.

## **L'administration Bush, le nouveau Congrès et les accords commerciaux andins.**

Washington a toujours eu un atout majeur dans ces négociations. Les pays andins sont progressivement devenus dépendants d'un accord commercial préférentiel proposé par les EUA pour, en théorie, favoriser l'éradication de la drogue (ATPDEA). Or, celui-ci a plutôt favorisé le détournement des exportations andines vers le marché des EUA, sans pour autant permettre une profonde diversification économique au niveau des exportations<sup>6</sup>. Cet accord préférentiel, en place depuis 1991, a été renouvelé en 2002 jusqu'en décembre 2006. L'ATPDEA avait comme objectif premier de favoriser la production licite dans les pays andins où la culture de la coca est présente, ce qui, dans les faits, n'a jamais été la priorité des autorités des EUA, comme le montre le fait que cette question est de plus en plus mise de côté dans les rapports annuels de l'*United States International Trade Commission* (USTIC) chargée de suivre les impacts de l'accord<sup>7</sup>.

Avec le renouvellement de l'ATPDEA, en 2002, Washington cherchait alors à substituer ses préférences commerciales par des accords de libre-échange avec les pays andins, à l'exception du Venezuela qui n'a jamais été inclus dans ce programme. Surprise, le 8 décembre 2006, sans avoir ratifié les accords de libre-échange avec le Pérou et la Colombie, l'ATPDEA est prolongé à nouveau pour une durée de six

<sup>6</sup> Calero, Jean-Paul. «L'accord de libre-échange entre les pays andins et les États-Unis : de la guerre contre la drogue à la libéralisation des marchés», *Chronique des Amériques*, n. 05-17 (Mai 2005). [http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Chro\\_calero\\_05\\_17.pdf](http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/Chro_calero_05_17.pdf)

<sup>7</sup> *Ibid*, lire aussi : Williams, Mark Eric. 2005. "U.S Policy in the Andes: Commitments and Commitments Traps", In: Crandall, Russell, Guadalupe Paz et Riordan Roett, *The Andes in Focus. Security, Democracy and Economic Reform*, Lynne Rienner: Boulder (Col.), p.151-172 et le rapport de l'United States International Trade Commission (USTIC). 2005. *Andean Trade Preference Act: Impact on U.S. Industries and Consumers and on Drug Crop Eradication and Crop Substitution* Eleventh Report 2004, 136 p. <http://hotdocs.usitc.gov/docs/pubs/332/pub3803.pdf>

mois par l'ancien Congrès à majorité républicaine avec un vote de 212 représentants en faveur contre 184 et 79 sénateurs en faveur contre 9. Tout récemment, vu la difficulté à ratifier ces accords avec les pays andins, un renouvellement additionnel sera accordé aux pays qui auront négocié un accord de libre-échange avec les États-Unis<sup>8</sup>. Ainsi, le 27 juin 2007, le Congrès des EUA a, une nouvelle fois, prolongé l'accord préférentiel jusqu'au 29 février 2008<sup>9</sup>. Les deux derniers renouvellements de l'ATPDEA pourraient indiquer deux choses.

Tout d'abord que l'administration Bush n'a pas voulu prendre le risque de voir ces accords bloqués par le nouveau Congrès. Le premier renouvellement de six mois coïncidait d'ailleurs avec l'arrivée à échéance de l'Autorisation de la promotion commerciale (APC, ou *Trade Promotion Authority*, appelée naguère *Fast Track*) permettant à la Présidence de contraindre le Congrès à adopter ou à rejeter un accord sans qu'il puisse y apporter quelque amendement que ce soit. Plusieurs accords de libre-échange déjà négociés pourraient être présentés en bloc devant le Congrès, ajoutant ainsi aux accords avec le Pérou et la Colombie, celui avec le Panama<sup>10</sup> et le tout récent accord avec la Corée du Sud<sup>11</sup>. Mais, comme il fallait s'y attendre, le 30 juin 2007, le nouveau Congrès démocrate bloquait le renouvellement de la procédure d'ACP<sup>12</sup> sollicité par l'administration Bush.

Plusieurs membres démocrates du Congrès semblent maintenant vouloir déposer d'autres exigences à la table des négociations. Ils voudraient, en particulier, imposer un plus grand respect des normes du travail aux pays signataires<sup>13</sup>. L'idée de relever les conditions de travail dans plusieurs pays latino-américains en liant le respect des normes fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) au maintien de l'accès au marché des EUA est une initiative intéressante<sup>14</sup>. Plusieurs perçoivent cependant dans cet intérêt soudain pour l'ajout des normes en question une stratégie des démocrates visant à soulever, de manière indirecte, l'épineuse question de la faiblesse de l'encadrement normatif du travail aux EUA mêmes, ce qui pourrait avoir pour résultat de bloquer durablement la politique commerciale de la Maison-Blanche. Cette éventualité a conduit plusieurs analystes à interpréter cette opposition montée par les démocrates comme une manière de remettre en cause les soi-disant bienfaits du libre-échange pour les EUA<sup>15</sup>. Par ailleurs, nous pouvons rappeler au passage que ces derniers n'ont pas ratifié un grand nombre des protocoles de l'OIT, notamment ceux portant sur le salaire minimum, les journées de travail, les questions liées à la santé et la sécurité au travail, entre autres<sup>16</sup>. Pire, le droit du travail serait en contradiction avec les normes de ladite organisation, ce qui pourrait déclencher une série de poursuites légales

<sup>8</sup> El Comercio (Lima), *Senadores de EEUU ratifican ampliación del ATPDEA*, 09-12-2006

<sup>9</sup> El Comercio (Lima), *EE.UU. aprobó extender el ATPDEA para los países andinos hasta el 2008*, 27/06/2007

<sup>10</sup> Lire sur le site du Représentant du commerce états-unien (USTR) : [http://www.ustr.gov/Document\\_Library/Press\\_Releases/2006/December/US\\_Panama\\_Complete\\_Trade\\_Promotion\\_Agreement\\_Negotiations.html](http://www.ustr.gov/Document_Library/Press_Releases/2006/December/US_Panama_Complete_Trade_Promotion_Agreement_Negotiations.html)

<sup>11</sup> Lire sur le site du Représentant du commerce états-unien (USTR) : [http://www.ustr.gov/Document\\_Library/Press\\_Releases/2007/April/United\\_States\\_Korea\\_Conclude\\_Historic\\_Trade\\_Agreement.html](http://www.ustr.gov/Document_Library/Press_Releases/2007/April/United_States_Korea_Conclude_Historic_Trade_Agreement.html)

<sup>12</sup> KBS. Global news *US Pres. Bush Loses Trade Promotion Authority*, 2/07/2007

<sup>13</sup> Voir, entre autres, les pages Internet des représentants démocrates Sandy Levine (Michigan), Mike Michaud (Maine) et du sénateur Ben Cardin (Maryland); du côté républicain lire sur le site du *think tank* républicain *The Heritage Foundation* : Eires, Ana I. et Stephan Johnson. «Congress Should Advance U.S.-Peruvian Free Trade Ties» <http://www.heritage.org/Research/LatinAmerica/wml156.cfm>, 12/07/2006.

<sup>14</sup> López F, Diego. 2006. «Derechos laborales y acuerdos de libre comercio», *Nueva Sociedad*, no 202 (Mars-Avril), p.45-58

<sup>15</sup> «Raising the bar: Trade agenda in Congress», *The Economist*, 8/03/2007. Écouter aussi l'entrevue à la BBC en ligne du spécialiste de la politique commerciale américaine du *think tank* républicain CATO, Dan Ikenson: *Dan Ikenson discusses trade policy on the BBC*. BBC, 27/03/2007, <http://www.cato.org/> consulté le 30/03/2007. Ceci arrive aussi au moment où les démocrates veulent augmenter significativement le salaire minimum aux États-Unis.

<sup>16</sup> Voir plus haut, note 11, p.53.

où, à terme, la constitutionalité de l'inclusion de normes de travail dans un accord de libre-échange pourrait être mise en cause, bloquant ainsi la signature de nouveaux accords commerciaux<sup>17</sup>. Ces accords de libre-échange ne sont pas seulement critiqués par les démocrates; une contestation croissante existe aussi également au sein des pays andins.

### **Les contestataires : le nouvel axe Caracas, Quito, La Paz.**

La réélection d'Hugo Chavez pour un autre mandat de six ans, à la fin de 2006, va permettre de renforcer une diplomatie vénézuélienne activement opposée aux vues de Washington. Caracas a tout fait pour faire échec aux négociations. Ainsi, dès 2005, Hugo Chavez a clairement fait entendre qu'il se retirerait de la CAN si le Pérou, la Colombie ou l'Équateur signaient un accord de libre-échange avec les EUA. De fait, Caracas se retirait de la CAN, en avril 2006, après s'être soustrait du Groupe des Trois (G3)<sup>18</sup> en décembre 2005, et sollicité son adhésion complète au MERCOSUR. Ce geste arrivait au moment où Washington tentait de diviser les membres de ce groupe d'intégration régional en cherchant à ouvrir les négociations avec l'Uruguay qui est en dispute avec l'Argentine sur la question de la production papetière. Mais il faut aussi noter que la diplomatie vénézuélienne est en symbiose avec la montée de la gauche populaire dans d'autres pays de la région andine. L'élection d'Evo Morales en Bolivie, en décembre 2005, et celle de l'économiste Rafael Correa en Équateur, en novembre 2006, marquent un retournement de tendance important. Les deux présidents ont annoncé qu'ils rejetaient les

négociations d'un accord de libre-échange avec les EUA, un geste qui pourrait renforcer le projet vénézuélien d'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) qui propose la négociation d'une panoplie de traités fondés sur le principe de la solidarité et sur le troc, encore que ce projet n'implique pour l'instant que le Venezuela, Cuba et la Bolivie<sup>19</sup>.

Pour cause, le nouvel ordre du jour dans ces deux pays, tout comme préalablement au Venezuela, vise à déterminer la meilleure stratégie pour nationaliser les ressources énergétiques afin d'accroître les recettes fiscales. Évidemment, l'ALBA a déjà causé des frictions avec les multinationales des EUA et, par conséquent, avec Washington, notamment dans l'affaire concernant la reprise des activités de la pétrolière OXY par le gouvernement équatorien<sup>20</sup>. On pourra également souligner la volonté du nouveau président équatorien de faire réintégrer son pays dans l'OPEP suivant ainsi l'exemple du Venezuela, geste auquel Washington a toujours été opposé. Quant à la Bolivie, le président Evo Morales a fait de la réforme agraire et de la renationalisation partielle des hydrocarbures du pays le cœur de son programme politique<sup>21</sup>.

Toutefois, la contestation ne porte pas uniquement sur des questions commerciales. La question de la «guerre contre la drogue» et de la «guerre contre le terrorisme», impliquant la multiplication de campagnes militaires et l'éradication forcée des cultures de coca contre des paysans pauvres, sont aussi des sujets de discorde. Quito, tout comme Caracas, redoute l'extension d'un conflit colombien sur son territoire avec son flot de réfugiés, alors que La Paz redoute l'impopularité des campagnes d'éradication

<sup>17</sup> Moran, H. Théodore et Gary Clyde Hufbauer. 2007. «Why a Grand Deal on Labour Could End Trade Talks», Disponible sur le Peterson Institute for international Economics, consulté le 9/04/2007 en ligne au <http://www.petersoninstitute.org/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=716>

<sup>18</sup> Signé en 1994, le G3 est un accord de libéralisation commerciale unissant la Colombie, le Venezuela et le Mexique. Caracas vise ainsi à respecter les exigences du MERCOSUR. Lire sur le site indymedia Colombia : <http://colombia.indymedia.org/news/2006/11/52877.php>

<sup>19</sup> Consulter le site de l'ALBA pour la liste des accords et les textes :

<http://www.alternativabolivariana.org/modules.php?name=Content&pa=showpage&pid=230>

<sup>20</sup> *La Jornada* (Mexico). «Tras expulsar a Oxy, Ecuador se prepara enfrentar a EU». *La Jornada* (Mexico), 19/05/2006

<sup>21</sup> América latina en movimiento. «Bolivie : Bras de fer entre Evo Morales et l'opposition», *Courrier international*, no 841, 14-20 décembre 2006, p. 28

de coca auprès des populations indigènes, malgré que les surfaces des cultures aient grandement diminué ces dernières années<sup>22</sup>.

### **La fin de la Communauté andine des nations ?**

La CAN s'est montrée totalement incapable de rallier les membres du groupe d'intégration à sa cause essentiellement parce que l'accord de libre-échange avec les EUA implique une remise en question de plusieurs éléments de l'intégration andine elle-même. Ainsi, la libéralisation de l'agriculture remettra en question le Système agricole andin (SAA), qui visait principalement à contrôler l'importation des produits lourdement subventionnés. Le Programme automobile andin, qui visait le développement d'une industrie régionale dans ce secteur et favorisait surtout le Venezuela et la Colombie, est aussi remis en cause. Mais, les accords de libre-échange touchent aussi à la question des droits de propriété intellectuelle, remettant en question l'article 386 de l'accord de la CAN. Enfin, en éliminant les tarifs douaniers, ces accords limitent grandement la viabilité d'une Union douanière andine. Le fait que deux membres sur les quatre restant rejettent l'accord pourrait conduire à la fin de la CAN, en activant la dislocation rapide du groupe, comme certains analystes l'ont déjà pressenti<sup>23</sup>. Autant dire qu'il n'y a plus de concertation au sein des pays andins au niveau commercial, et même le Pérou et la Colombie ont négocié un accord de libre-échange distinct avec les EUA.

### **L'axe Lima-Bogota**

Au Pérou, les dernières élections ont reporté au pouvoir l'ancien président Alan García, en juin 2006. Ce dernier est apparu comme le moins pire des choix pour la majorité des Péruviens, divisés entre une droite fatiguée qui a appliqué des mesures d'austérité pendant près de 15 ans et le candidat

nationaliste Ollanta Humala, opposé à l'accord de libre-échange, qui était proche des mouvements indiens et favorable à la renationalisation des ressources minières<sup>24</sup>.

À Lima, le Congrès a ratifié l'accord de libre-échange à la toute fin du mandat du gouvernement Toledo et ce, alors que les parlementaires n'avaient pu prendre connaissance du texte final que quelques jours auparavant<sup>25</sup>. Le maintien de l'accord sera un test important pour le nouveau président élu, d'abord, parce qu'il s'est engagé à renégocier certains points du traité, notamment au niveau agricole<sup>26</sup>, mais surtout parce que, une fois au pouvoir, il s'est plutôt empressé de nommer l'économiste libéral Hernando De Soto à la tête d'une délégation commerciale afin d'activer la ratification de l'accord<sup>27</sup>. Notons à cet égard que l'accord inclut un chapitre spécial concernant certains produits agricoles pour lesquels les échéanciers de libéralisation peuvent s'étirer sur 15 ans<sup>28</sup>.

Le nouveau traité de libre-échange a obtenu l'appui du patronat exportateur de matières premières (*Sociedad de Comercio Exterior del Perú* ou COMEXPERU) et celui beaucoup plus modéré des industriels (*Sociedad Nacional de Industrias* ou SNI). Les grandes associations agricoles protestent cependant. En effet, plusieurs études économiques démontrent que l'agriculture en général, et plus précisément les petits agriculteurs dans les pays andins pourraient subir l'impact d'une baisse de prix sur plusieurs produits agricoles de base dont la pomme de terre, le maïs, le riz, le soya, le blé, le coton et les viandes de volaille, de

<sup>24</sup> Tétrault, Maryse. «Mouvement ethno-nationaliste caceriste au Pérou et les élections générales de 2006». *Chronique des Amériques*, n. 06- (Juin 2006).

<sup>25</sup> Nicolas Lynch, «TLC y el futuro de la democracia», *La República (Lima)*, 04/07/2006

<sup>26</sup> Enrique Patriau, «Alan García anuncia que su gobierno renegociará el TLC», *La República*, 01/07/2006

<sup>27</sup> Arias Quincot, César. 2006. «El retorno de Alan García», *Nueva Sociedad*, no 205 (Septembre-Octobre), p. 15-22

<sup>28</sup> Voir le site de l'USTR: [http://www.ustr.gov/Trade\\_Agreements/Bilateral/Peru\\_TPA/Section\\_Index.html](http://www.ustr.gov/Trade_Agreements/Bilateral/Peru_TPA/Section_Index.html)

<sup>22</sup> Voir *supra* note 4.

<sup>23</sup> Puertas, Jaime Acosta. 2006. «La desintegración andina», *Nueva Sociedad*, no 204 (Juillet-Août), p. 4-13

porc et de bœuf<sup>29</sup>. L'administration García s'est d'ailleurs engagée à poursuivre l'initiative de l'ancien président Toledo visant à offrir une aide de 90 millions de soles (45 millions de \$US) en dédommagement aux agriculteurs. Bien que l'on puisse fortement douter que les paysans pauvres des régions péruviennes reçoivent directement cette aide, cette somme n'en est pas moins considérée comme étant dérisoire par les associations agricoles. À cela, il faut aussi ajouter le risque qu'un tel accord puisse abaisser les prix de plusieurs denrées agricoles au point de favoriser des cultures plus rentables comme... la coca. Ce dernier élément ne pourrait que renforcer l'impact négatif qu'a créé l'ouverture économique radicale des années 1990 sur les conditions de vie des paysans péruviens<sup>30</sup>. Finalement, le rapprochement entre Lima et Washington a aussi un coût politique, celui d'intensifier les pressions sur Lima pour une plus grande coopération avec l'armée des EUA dans sa lutte pour l'éradication de la coca ce qui conduirait à la multiplication des campagnes très impopulaires d'éradication forcée<sup>31</sup>.

En Colombie, la réélection du président Alvaro Uribe Vélez, en mai 2006, a été une bonne chose pour Washington car Uribe a fait de son approche frontale dans le conflit armé à travers sa politique de «Sécurité démocratique» sa carte maîtresse. D'ailleurs, l'appui qu'il a reçu du président Bush a beaucoup servi à conforter cette position<sup>32</sup>. La rencontre privée entre les présidents Uribe et Bush au Ranch de Crawford, le 3 août 2005, viendra sceller cette relation. La dépendance du pays face à l'assistance économique de Washington dans le cadre du Plan Colombie et la guerre contre les guérillas est un facteur incontournable. Cette

aide a atteint 3 milliards de \$US pour la seule période 2002-2004<sup>33</sup>. La ratification d'un accord de libre-échange avec les EUA renforcerait cette relation. Ainsi, pour le spécialiste Jorge Reinel Pulecio, la stratégie du président Uribe vise à ce que la Colombie devienne un allié incontournable pour les EUA<sup>34</sup>, incontournable surtout à cause du fait que le pays est le seul allié des EUA dans la région andine et à cause de l'importance que ces derniers accordent à la guerre contre le trafic de narcotiques. De cette manière, pour Bogotá, la question commerciale serait inféodée à la question de l'appui de Washington à la sécurité intérieure<sup>35</sup>. Ainsi de mai 2004 à novembre 2005, l'administration Uribe aurait tout fait pour répondre aux demandes du Représentant au Commerce des États-Unis (USTR) tout en réduisant la concertation avec les autres pays andins en limitant la coopération avec les institutions de la CAN, ceci malgré les résistances de plusieurs parlementaires au Congrès colombien<sup>36</sup>. La grande popularité du président Uribe, aussi bien au Congrès colombien que dans la population, aurait permis une certaine autonomie de l'exécutif dans le processus de négociation. Mais le récent dévoilement d'un scandale sans précédent depuis celui qu'avait connu l'administration Samper (1994-1998), qui avait reçu de l'argent du narcotraffic pour financer sa campagne présidentielle, pourrait avoir un impact majeur sur la ratification du traité au Congrès des EUA.

Ce scandale dit de la «*parapolitica*» a éclaté en novembre 2006, quand le système judiciaire colombien avait fait le lien entre plusieurs congressistes formant partie de l'alliance du président, certains fonctionnaires publiques et les groupes paramilitaires opposés aux guérillas. Ces

<sup>29</sup> Pomareda, Carlos. 2005. *Implicaciones distributivas del posible TLC andino-EUA, debido a las condiciones de acceso para productos de la agricultura*, 42 p. Latin American Trade Network (LATN).

<sup>30</sup> Ramírez Rondán, Nelson. 2002. «Apertura comercial y agricultura campesina en el Perú», *Ecodomenica Revista de Economía*, Vol.1 no 1, p. 107-122

<sup>31</sup> *El Comercio* (Lima), «Autorizan el ingreso al Perú de militares con armamento». 07/12/2006.

<sup>32</sup> Ramírez, Socorro. 2004. «Colombia y sus vecinos», *Nueva Sociedad*, no 192 (Juin-Juillet), p. 144-156

<sup>33</sup> Vargaz Meza, Ricardo. 2004. «Drogas, conflicto armado y seguridad global en Colombia». *Nueva Sociedad*. no 192 (Juin-Juillet), p.117-131

<sup>34</sup> Reinel Palacio, Jorge. 2005. «La estrategia Uribe de negociación del TLC», *Colombia internacional*, no 61 (Janvier-Juin 2005) p. 14.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> *Ibid.*

paramilitaires ont commis plusieurs massacres à l'encontre des populations civiles, fomenté des assassinats de syndicalistes et financé leurs activités grâce au trafic de la cocaïne<sup>37</sup>. Le scandale a même éclaboussé l'intégrité politique du président. Jusqu'à présent, une dizaine de congressistes ont été arrêtés; la ministre des affaires étrangères, Maria Consuelo Araújo, a démissionné après que la Cour Suprême eut ordonné l'arrestation de son frère, un sénateur pro-Uribe, et de son père encore en fuite, pour avoir planifié le kidnapping d'un opposant politique. Aussi, Jorge Noguera, le directeur de la campagne électorale d'Uribe dans le département de Magdalena, qui était encore dernièrement le chef de la police secrète de Colombie et qui est soupçonné d'avoir donné une liste très précise de dirigeants syndicaux et d'activistes politiques qui seront systématiquement assassinés par des paramilitaires, a été arrêté<sup>38</sup>. Certains membres du Congrès colombien demandent maintenant de nouvelles élections afin de faire un «nettoyage de l'institution». Le président Uribe a encore rejeté, le 24 mars dernier, les conclusions d'un rapport de la *Central Intelligence Agency* (CIA) faisant le lien entre le Général colombien Mario Montoya et les paramilitaires. Le Général en chef de forces armées colombiennes, Freddy Padilla, pourrait aussi être impliqué<sup>39</sup>. Ces événements inquiètent les élus des deux chambres aux EUA et pourraient remettre en

question aussi bien la ratification de l'accord commercial, que les relations avec l'administration Uribe<sup>40</sup>. C'est dans ce contexte particulièrement trouble que le Congrès colombien a ratifié, le 6 juin dernier le traité de libre-échange avec les EUA<sup>41</sup>. Certains aspects du traité pourraient avoir des impacts négatifs, dont l'augmentation possible du coût des médicaments génériques découlant du renforcement des droits de propriété intellectuelle. La question de la libéralisation de l'agriculture est, encore plus qu'au Pérou, une problématique touchant aussi bien à la sécurité intérieure qu'à l'économie. Ainsi, le président Uribe a souvent affirmé «qu'une agriculture faible équivaut à un terrorisme fort». Dans ce cadre, la Colombie ne pourrait se permettre de signer un accord de libre-échange qui affecterait négativement le prix de produits agricoles dans les zones proches du conflit. Un tel phénomène pourrait faciliter une perte de territoires au profit des groupes armés et l'extension des cultures de coca comme on a pu le voir dans le cas de certaines régions productrices de café à la suite de la chute drastique des prix créée par la fin de l'accord international sur le café<sup>42</sup>.

## Conclusion

Trois brèves conclusions s'imposent au terme de cette chronique. D'abord, il semble évident aujourd'hui que la dernière pièce dans la stratégie de Washington pour isoler le MERCOSUR s'avère être de plus en plus difficile à mettre en place. À l'exception du Pérou, les autres pays andins ont, soit rejeté les négociations ou, dans le cas colombien, semé l'inquiétude à Washington. La ratification éventuelle d'un accord avec le Pérou serait tout de même un autre pas en

<sup>37</sup> Lire Pécaut, Daniel. 1999. «Colombie: une paix insaisissable», *Problèmes d'Amérique latine*, no 34 (Juillet-Septembre), p.5-31

<sup>38</sup> Lire Laksharmanan, A R. Indira, «Colombia political scandal imperiling US ties», *The Boston Globe*, 25/02/2007. [http://www.boston.com/news/world/articles/2007/02/25/colombia\\_political\\_scandal\\_imperiling\\_us\\_ties/](http://www.boston.com/news/world/articles/2007/02/25/colombia_political_scandal_imperiling_us_ties/) et «Colombia: Paramilitary scandal has long-term impact», *Internacional Herald Tribune*, 21/02/2007. <http://www.iht.com/articles/2007/02/21/news/oxan.0221.php> et aussi Langlois, Romero et Pascale Mariani. «Colombie: Les chefs des paramilitaires rompent avec le processus de paix», *Le Figaro*, 08/12/2006 [http://www.lefigaro.fr/international/20061208.FIG000000196\\_colombie\\_les\\_chefs\\_paramilitaires\\_rompent\\_le\\_processus\\_de\\_paix.html](http://www.lefigaro.fr/international/20061208.FIG000000196_colombie_les_chefs_paramilitaires_rompent_le_processus_de_paix.html)

<sup>39</sup> Associated Press, «Colombia's Uribe backs army chief against accusations of paramilitary ties», *International Herald Tribune*, 25/03/2007 <http://www.iht.com/articles/ap/2007/03/25/america/LA-GEN-Colombia-Paramilitary-Scandal.php>

<sup>40</sup> Lire Laksharmanan, A R. Indira, «Colombia political scandal imperiling US ties», *The Boston Globe*, 25/02/2007. [http://www.boston.com/news/world/articles/2007/02/25/colombia\\_political\\_scandal\\_imperiling\\_us\\_ties/](http://www.boston.com/news/world/articles/2007/02/25/colombia_political_scandal_imperiling_us_ties/) et «Colombia: Paramilitary scandal has long-term impact», *Internacional Herald Tribune*, 21/02/2007.

<sup>41</sup> REUTERS, *Congreso Colombia aprueba en tercer debate el TLC con EEUU*, 6/06/2007

<sup>42</sup> Mason, C. Ann. 2005. «El TLC y la Seguridad en Colombia», *Colombia Internacional*, no 61 (Janvier-Juin), p. 65-77

avant pour Washington en Amérique du Sud, alors que le Chili a déjà signé un accord de libre-échange en 2003.

Ensuite, il est maintenant évident qu'une véritable alliance andine formée par le Venezuela, l'Équateur et de la Bolivie s'oppose au projet des EUA. Il reste à voir si cette formation pourra réellement s'associer aux autres pays membres du MERCOSUR dans un contexte où la Communauté andine est plus divisée que jamais. La balle est aussi dans le camp des négociateurs du MERCOSUR, car rien n'indique qu'à moyen terme la situation politique dans les pays andins ne changera pour favoriser un rapprochement vers les EUA.

Enfin, il faudra voir si le regain de protectionnisme au Congrès des EUA ne finira pas par tuer dans l'œuf les accords qui doivent y être ratifiés. La quatrième extension de l'ATPDEA pourrait entraîner un début de paralysie dans le déploiement de leur politique commerciale. En l'absence de renouvellement de la procédure d'APC, la confrontation entre démocrates et républicains augmente d'un cran. Faire un pronostic à ce stade serait décidément hasardeux. Faites vos jeux, car rien ne va plus...

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).